

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 16/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRASSERIE MILLES

RTE DE THUIR
66350 Toulouges

Références : 2025 – 073 – PR/EX
Code AIOT : 0006601526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement BRASSERIE MILLES implanté RTE DE THUIR 66350 TOULOUGES. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 7 ans pour ce site.

La visite d'inspection s'inscrit dans la continuité de l'action « sécheresse » et dans le cadre de l'action nationale (AN 25) « Combustion » de l'Inspection des installations classées. Dans un objectif de qualité de l'air, cette action nationale vise notamment, pour les installations de combustion relevant de la Directive 2015/2193 du 25 novembre 2015 sur les installations de combustion de taille moyenne (Directive MCP), à vérifier la qualité du combustible utilisé, la réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques, le respect des valeurs limites d'émission, et le contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRASSERIE MILLES
- RTE DE THUIR 66350 TOULOUGES
- Code AIOT : 0006601526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Brasserie Milles intervient dans la fabrication et la distribution de boissons gazeuses depuis 1928. Elle fabrique notamment la limonade LIMONETTE, l'eau de source SEMILLANTE et sa propre bière MILLENARI et embouteille plusieurs autres grandes marques. Elle compte 2 établissements principaux situés sur Canohès, qui accueille les bureaux et l'activité logistique (stocks et expédition) et sur Toulouges qui regroupe les outils de production avec des lignes de conditionnement en emballage plastique (PET), verre et fût (pour la limonade et la bière).

L'usine de Toulouges a été ouverte en 1971 en remplacement de celle de Perpignan (ouverte en 1928) et a accueilli le transfert des installations de fabrication d'eaux conditionnées. Ce transfert et notamment l'activité d'embouteillage d'eau de consommation a été autorisé par arrêté du 15/12/71 au titre du Code de la Santé Publique. Au titre des ICPE, l'établissement n'était alors visé que par deux déclarations : dépôt de combustible en (Récépissé du 11 Mai 1971 pour l'ancienne rubrique 255-3) puis installation de combustion (Récépissé du 4 juin 1974 pour l'ancienne rubrique 153bis). Le décret n° 93-1412 du 29/12/1993 a vu la création des rubriques 2253 (Préparation, conditionnement de boissons dont bières et jus de fruits) et 2254 (Préparation, conditionnement d'eaux minérales, eaux de source, eaux de table). Ces deux rubriques concernent l'activité de l'établissement de Toulouges qui s'est ainsi vu classer au régime d'autorisation au titre des ICPE par antériorité pour la rubrique 2253 à raison de 200 m³/j et au régime de déclaration des ICPE par antériorité pour la rubrique 2254 à raison de 100 m³/j.

Les dispositions réglementaires applicables ont par la suite été fixées par l'arrêté préfectoral n°1902 du 21/06/99 qui a également précisé les rubriques de classement des utilités associées (chaufferie, soufflage de bouteilles PET, équipements de refroidissement par compression) avec un classement au simple régime de déclaration pour ces différents équipements. Il s'agit de l'acte de référence. Depuis l'arrêté préfectoral de 1999, les deux rubriques principales encadrant l'activité de production (2253 et 2254) et qui dimensionnent l'établissement ont été supprimées :

- par décret n°2005-989 du 10/08/2005 sans rubrique de substitution au titre des ICPE pour la rubrique 2254 avec néanmoins un encadrement par les rubriques IOTA (APC n°2018180-0002 du 29/06/2018) ;
- par décret n°2018-900 du 22/10/2018 pour la rubrique 2253 avec un transfert de son champ de classement sous la rubrique 2220.

Cette évolution de la nomenclature pour la rubrique 2253 a coïncidé avec le déploiement de l'activité de brassage de bière (PAC de la Brasserie MILLES déposé le 20/11/2018). L'évolution n'étant pas considérée comme substantielle, elle s'est accompagnée d'un reclassement simultané des différentes activités de production par antériorité sous la rubrique 2220 pour un régime d'enregistrement avec une quantité de matières entrantes d'origine végétale supérieure à 10 t/j.

Dans le cadre d'un projet de modification de ligne de mise en bouteille comprenant une extension du site, l'APC du 18/04/2024 acte la mise à jour des rubriques et leurs seuils de la manière suivante :

- 2220-2a Enregistrée : Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale 2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/ j. La quantité de produits entrants étant : Sucre liquide (boissons sucrées) = 12,2 t/j ; Malt et céréales (bières) = 6 t/j ; Arômes et

autres additifs végétaux < 1 t/j (variable en fonction des productions) ; soit au total 20 t/j

- 2661-1c Déclarée : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j. Soufflage de préformes PET de capacité maximale de transformation 8t/j
- 2910-A2 Déclaration avec contrôle : Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse..., ou du biogaz..., si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. Chaudière gaz de puissance thermique nominale totale de 2,5 MW
- 1.3.1.0 Autorisée : installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h. Forage F2 en nappe du pliocène de profondeur de 80 m et de débit maximal (62 000 m³/an) 30 m³/h et 240 m³/j
- 1.1.2.0 Déclaré : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an (D). Forage F3 en nappe superficielle de profondeur de 28 m et de débit maximal 15 m³/h, 300 m³/j, 60000 m³/an.

Thèmes de l'inspection :

- ➔ Consommation d'eau (action sécheresse) ;
- ➔ Combustion (action nationale 25)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécheresse: Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Sécheresse: Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Audits environnement	Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I-6.3.II-6.3.IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Point complémentaire: Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Point complémentaire: Fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 1.3
3	Sécheresse: Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
5	Aménagement des réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 3.2
6	Information concernant la pollution aqueuse	Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 3.10.2
8	Registre MCP	Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116
9	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1
10	VLE appareil de combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 à 6.2.6
11	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10
13	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V et 6.3.VI
16	Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique	Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 8 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle. L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétées pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, IOTA
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Rubrique 1.3.1.0 installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :1° Capacité supérieure ou égale à 8 m3/h Forage F2 Autorisé: Nappe du pliocène, profondeur de 80 m, débit maximal (62 000 m3/an) 30 m3/h et 240 m3/j <ul style="list-style-type: none">• Rubrique 1.1.2.0 Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :2° Supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an (D). Forage F3 déclaré: Nappe superficielle, profondeur de 28 m, débit maximal 15 m3/h, 300 m3/j et 60000 m3/an
Constats : <p>En application de l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF/DCL/BCLUE 2018180-0002 du 29/06/2018 réglementant le prélèvement d'eau, l'établissement est alimenté par 2 forages sans raccordement au réseau d'alimentation en eau publique.</p> <p>L'inspection a vérifié la conformité des critères de classement relatifs aux ouvrages de prélèvement.</p> <p>Les débits de prélèvement correspondent :</p> <ul style="list-style-type: none">- en m3/h : à la capacité des pompes ;- en m3/j (F2) : à la capacité des pompes sur une amplitude de 8 heures ;- en m3/j (F3) : à la capacité des pompes sur une amplitude de 20 heures (2x10) ;- en m3/an (F2) : au volume de référence de 2017 avec 52 600 m3, en appliquant une marge de progression de production de 20%, soit 62 000 m3/an ;- en m3/an (F3) : au débit journalier de 300 m3/j sur une année travaillée. <p>Pour le forage F2 à destination de l'eau embouteillée et/ou ingrédient alimentaire et/ou contact alimentaire, le registre de consommation consulté en séance présente un prélèvement de 49 000 m3 en 2022, 45 000 m3 en 2023 et 31 500 m3 en 2024, pour 62 000 m3/an autorisés.</p> <p>Pour le forage F3 à destination des eaux de sanitation des installations de production (usage sanitaire) et nettoyage des locaux, le registre de consommation consulté en séance présente un prélèvement de 4 871 m3 en 2022, 5 973 m3 en 2023 et 13 849 m3 en 2024, pour 60 000 m3/an autorisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécheresse: Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Respect des mesures de restrictions
Prescription contrôlée : <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des</p>

niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats :

Le prélèvement d'eau total annuel de l'exploitation étant supérieur à 10 000 mètres cubes (pour chaque forage) et les installations ICPE étant soumises au régime d'enregistrement, l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE, est applicable à la société Milles.

L'arrêté préfectoral n°2025-085-0002 du 26/03/2025, qui prescrit les mesures de restrictions provisoires de certains usages de l'eau, classe les ouvrages de Milles sous le niveau de mesures de gestion suivant:

Pour les eaux souterraines (forage F2), l'ouvrage fait partie du secteur Têt des nappes plio-quaternaires, classé en "Crise";

Pour les eaux superficielles (forage F3), l'ouvrage fait partie du bassin versant Têt aval - Bourdigou - Réart, classé en "Alerte".

Pour rappel, les niveaux de gestions de la sécheresse successifs dans ce secteur étaient les suivants:

- arrêté préfectoral du 15/06/2022 : niveau Vigilance ;
- arrêté préfectoral du 22/07/2022 : niveau Alerte ;
- arrêté préfectoral du 02/08/2022 : niveau Alerte renforcée ;
- arrêté préfectoral du 09/05/2023 : niveau Crise;
- arrêté préfectoral du 30/01/2024 : niveau Alerte renforcée.

La société confirme qu'une partie des usages renvoie vers les critères d'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, en particulier la distribution d'eau destinée à la consommation humaine (et sa mise en œuvre sanitaire). Le reliquat est soumis aux mesures de réduction de l'article 2 de l'AM sécheresse.

L'AP d'autorisation du 21/06/1999 prévoit quant à lui à l'article 3.1 "L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations." L'exploitant a présenté en séance la consigne d'exploitation du 11/05/2022 relative aux mesures de réduction de la consommation d'eau et présentée au personnel de la société en période de « vigilance ». Il s'agit de réserver la ressource profonde F2 aux usages nobles et au contact alimentaire, complété d'une réduction de la consommation d'eau F3 avec la recherche et la mise en œuvre de circuits fermés, une production homogène priorisée, etc...

L'article 5.2 "usages industriels" de l'AP du 26/03/2025 prescrit pour les installations industrielles, un registre de prélèvement hebdomadaire, un bilan de consommation en fin de saison et la mise en œuvre du plan d'action national sécheresse. Le registre de consommation qui consigne le prélèvement hebdomadaire et un bilan saisonnier (trimestriel), présente un transfert de

<p>consommation du forage F2 sur F3 afin de préserver la ressource profonde (voir fiche de constat précédente). Si le document relève une réduction de 36 % sur F2, la société a réalisé une réduction de 16 % sur la globalité avec 53 917 m³ en 2022, 50 975 m³ en 2023 et 45 383 m³ en 2024. A noter que ces ratios ne tiennent pas compte des volumes d'eau bénéficiant du critère d'exclusion et le taux de réduction du prélèvement d'eau atteint en fonction des niveaux de gravité doit être affiné (voir fiche de constat suivante).</p> <p>En parallèle, la société rappelle que le projet de remplacement de la ligne de conditionnement « verre », qui aura un impact significatif sur la consommation d'eau, a débuté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit confirmer le pourcentage de réduction du prélèvement d'eau en fonction des niveaux de gravité et en détaillant les volumes d'eau bénéficiant du critère d'exclusion.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Sécheresse: Les installations exemptées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Installations non soumises à l'article 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1/01/2023.</p>

<p>Constats :</p> <p>Pour le forage F2, l'exploitant confirme le critère d'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3 suivant, en particulier le captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle).</p> <p>L'inspection a souligné qu'en dehors de l'eau de source, les autres boissons (limonades, autres boissons rafraîchissantes sans alcool et bières) ne sont pas retenues dans ce critère.</p> <p>La société a ainsi présenté les gammes détaillées distribuées permettant de définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 64% des prélèvements dédiés à l'eau de source embouteillée ; - 36% des prélèvements dédiés aux boissons embouteillées. <p>Ces éléments sont à détailler dans le calcul du taux de réduction du prélèvement d'eau atteint en fonction des niveaux de gravité (voir fiche de constat précédente).</p> <p>L'inspection a rappelé que le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Sécheresse: Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'attente de la confirmation du pourcentage de réduction du prélèvement d'eau en fonction des niveaux de gravité et en détaillant les volumes d'eau bénéficiant du critère d'exclusion, l'exploitant doit justifier des volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine</p>

calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société Milles doit transmettre les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours, en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Aménagement des réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnection
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire sont protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du Code de la santé publique. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux (refroidissement, industriel, etc...) est interdite. [...]
Constats : Pour les deux forages, la disconnexion est assurée par une sur-verse au-dessus du niveau du trop-plein des cuves tampon (lame d'air). Afin de justifier l'absence de communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux, l'exploitant a présenté les plans des diverses canalisations. Sur site, l'inspection a vérifié par sondage la conformité des réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Information concernant la pollution aqueuse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 3.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de consommation et rejets
Prescription contrôlée : Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les résultats des relevés de consommation d'eau, de débit des eaux rejetées et des analyses précitées doivent être tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les effluents de la brasserie sont principalement composés d'eau. Ils sont rejetés au réseau d'assainissement communautaire et traités par la station d'épuration intercommunale de Perpignan. Ce rejet est encadré par :

<p>- l'arrêté d'autorisation de déversement 2018/45 du 22/10/2018 délivré par la mairie de Toulouges au bénéfice de l'établissement ;</p> <p>- la convention de déversement entre l'établissement et l'agglomération de Perpignan délivrée le 01/10/2018.</p> <p>Les flux et concentrations moyens quotidiens pris en considération correspondent à celles prévues par l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998. A titre indicatif, la convention de déversement est établie pour un volume maximal rejeté de 116 m³/j. Le renouvellement de convention, en cours de signature, comprend les analyses de rejet et justifiant de la conformité des valeurs limites.</p> <p>L'exploitant poursuit néanmoins la tenue du registre spécial sur lequel sont notés les éventuels incidents relatifs aux rejets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Audits environnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/1999, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Auto-surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée par l'exploitant à intervalles n'excédant pas un an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'audit annuel réalisé en interne. Ce contrôle de l'arrêté préfectoral, ne comprend pas la vérification des arrêtés ministériels applicables listés à l'article 1.6 « textes réglementaires applicables ». Il s'agit en particulier des arrêtés ministériels de prescriptions générales (AMPG) suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AMPG enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 ; - AMPG déclaration au titre de la rubrique n° 2661 ; - AMPG déclaration au titre de la rubrique n° 2910.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit compléter son audit réglementaire annuel en justifiant la vérification exhaustive du respect point par point des prescriptions des arrêtés ministériels applicables.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Registre MCP

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;

- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

S'agissant d'une installation de combustion de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW, l'inspection a informé l'exploitant du délai dont il dispose pour la déclaration au registre MCP, soit au plus tard le 31 décembre 2028.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

Prescription contrôlée :

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...]

<p>Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de combustion bénéficie du récépissé initial du 4 Juin 1974 pour l'ancienne rubrique 153bis. Lors du dernier porté à connaissance, la Brasserie Milles indique employer une chaudière raccordée au réseau de gaz public. Cette chaudière remplacée en 2022, présente une puissance thermique nominale de 2,36 MW. Son exploitation a pour vocation de produire de la vapeur sèche à 160 °c pour chauffer les machines, (laveuses de bouteilles, pasteurisateur de produit fini, chauffage des cuves pour le brassage, etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : VLE appareil de combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4 à 6.2.6</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des valeurs limite d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La prescription fixe les valeurs limites d'émission par appareil de combustion</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport d'entretien trimestriel par le fabricant de l'installation Babcock Wanson (intervention du 10/12/2024), comprenant le contrôle des rejets atmosphériques. L'inspection a vérifié les conditions de références.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Conformité aux VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Action si non respect VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4,6.2.5,6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'entretien trimestriel du 10/12/2024 comprenant le contrôle des rejets atmosphériques, ne présente pas de non-respect aux valeurs limites d'émission. L'inspection a rappelé qu'en cas de non-respect des valeurs limites d'émission, l'exploitant doit</p>

prendre les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I-6.3.II-6.3.IV

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

[...]

IV. - Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. A cette occasion, les teneurs en composés organiques volatils (hors méthane) et en formaldéhyde sont déterminées lorsque ces polluants sont réglementés.

Constats :

L'inspection a vérifié en fonction de la date, le respect de la fréquence réglementaire et a rappelé:

- les fréquences de contrôle;

- que cette mesure doit être réalisée par un organisme agréé par le ministre de l'environnement.

S'agissant d'une installation de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW, la mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère doit être effectuée au moins tous les trois ans.

L'installation a été mise en service en 2022 et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la première mesure réalisée par un organisme agréé. Une première mesure a toutefois été réalisée par le fabricant le 29/04/2022 après mise en service.

La prochaine mesure réalisée par un organisme agréé doit être effectuée dans l'année (programmée en mai 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Milles doit justifier d'une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère, réalisée par un organisme agréé par le ministre de

l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V et 6.3.VI
Thème(s) : Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p> <p>VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures doivent être effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, notamment en régime stabilisé à pleine charge pour les turbines et moteurs ; - les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission. <p>Dans l'attente des mesures opérées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, les contrôles trimestriels du fabricant sont opérés à plusieurs régimes de charge stabilisés (20 %, 25 %, 30 %, 40 %, 50 %, 60 %, 70 %, 80 % et 90 %).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>

<p>Constats :</p> <p>D'après l'exploitant, l'installation de combustion n'est pas équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion ; - de dispositifs de désulfuration des gaz ; - de dispositif de traitement secondaire des Nox ; <p>sans toutefois pouvoir le justifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit confirmer auprès du fabricant Babcock Wanson, que l'installation de combustion n'est pas équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion ; - de dispositifs de désulfuration des gaz ; - de dispositif de traitement secondaire des Nox.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Efficacité énergétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation du contrôle de l'efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé pour les chaudières dont la puissance nominale est inférieure à 5 MW, qu'en application de l'article R. 224-35 du CE, la période entre deux contrôles de l'efficacité énergétique ne doit pas excéder trois ans et que les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de trois ans.</p> <p>L'exploitant a programmé le premier contrôle de l'efficacité énergétique par organisme agréé en mai 2025.</p> <p>Le contrôle trimestriel du fabricant indique une efficacité énergétique comprise entre 94 et 96 % suivant la charge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit transmettre le premier rapport d'efficacité énergétique par organisme agréé, comprenant notamment la vérification du respect des dispositions relatives aux rendements minimaux, à l'équipement, au livret de chaufferie et au bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Rapport de contrôle de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2009, article R. 224-32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du rapport

Prescription contrôlée :

Le contrôle périodique [...] comporte [...] :

Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement [...]

Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle [...]

La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière [...]

La vérification de la tenue du livret de chaufferie [...]

Constats :

L'inspection a rappelé les éléments que comporte le contrôle de l'efficacité énergétique et qu'en application de l'article R. 224-36 du CE, lorsque la chaudière contrôlée n'est pas conforme, l'exploitant est tenu de prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de 3 mois à compter de la réception du rapport de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Point complémentaire: Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

[...]

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

[...]

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que certains liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols n'est pas associé à une rétention ou à une capacité de rétention conforme (de manière générale et en particulier dans le local peinture).</p> <p>L'IBC d'acide chlorodrique stocké en extérieur est positionné sur une rétention ayant collectée un volume important d'eau pluvial et doit être vidangée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit justifier que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention conforme (de manière générale et en particulier dans le local peinture).</p> <p>Concernant l'IBC d'acide chlorodrique stocké à l'air libre, la rétention doit être vidangée des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Point complémentaire: Fluides frigorigènes fluorés

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R.543-81</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. R.543-79 du code de l'environnement</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée.</p> <p>Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p> <p>Art. R.543-81 du code de l'environnement</p> <p>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté l'exploitation d'équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur), ne disposant pas de vignette attestant d'un contrôle d'étanchéité.</p>

<p>D'après le dernier dossier de porter à connaissance, il s'agit de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe Froid ERTAD145 équipé de 92kg de HFC R134A - Chambre Froide équipée de 50kg de HFC R134A - Sécheur d'air 7 bars équipé de 2kg de HFO R513A - Sécheur d'air 40 bars équipé de 1.5kg de HFC* R407C <p>A noter que la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg, ces équipements ne sont pas classés sous la rubrique 1185 "Gaz à effet de serre fluorés".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Milles doit justifier du contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques ou climatiques employant des gaz à effet de serre fluorés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>